



Faire front !

Après la publication du rapport de la Cour des comptes, le *conclave* voulu par François Bayrou se réunit ce 27 février pour trois mois. Dans son courrier de cadrage le Premier ministre « *confirme que la délégation paritaire pourra discuter de l'ensemble des paramètres de notre système de retraites, sans totem ni tabou* ».

Le Premier ministre demande désormais de « *rétablir l'équilibre financier de notre système de retraites* » en 2030. En participant à cette mascarade, les directions syndicales ne font que donner des gages au patronat et au pouvoir. Aucun plan de bataille donnant une perspective de combat, pour arracher l'abrogation, la retraite à 60 ans et l'augmentation des salaires n'est mise en oeuvre laissant les travailleurs à l'abandon.

Côté syndical, certains réclament toujours l'abrogation pure et simple de la réforme, d'autres s'accommodent d'un âge de départ ramené à 63 ans, assorti de mesures sur la pénibilité ou en faveur des femmes...

Côté patronat : « *A minima, préservons l'âge légal de départ à 64 ans. Si l'on était réaliste, il faudrait peut-être même le pousser un peu plus loin* », déclarait Patrick Martin, président du Medef. Le nouveau président de la CPME, Amir Reza-Tofighi, explique lui qu'il « *faut absolument qu'on travaille plus* ». Mais il se dit prêt à envisager de baisser l'âge légal de départ à 63 en contrepartie de l'introduction d'une dose de capitalisation dans le système de retraite.

La ministre du Travail Astrid Panosyan-Bouvet expliquait qu'il fallait travailler plus longtemps. Elle déclarait que rien n'était tabou, y compris la question d'une dose de capitalisation. Gérald Darmanin veut remplacer « *une partie de la retraite par répartition par de la capitalisation* ». Gabriel Attal ne dit pas autre chose.

Une plus grande mise à contribution des retraités est aussi à explorer : le ministre de l'Economie y est « *plutôt* » favorable. Eric Lombard a précisé : « *Rééquilibrer le niveau de vie entre les retraités et les salariés est une piste de solution qui me paraît raisonnable.* »

Le socialiste Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes prévoit une « *nette dégradation* » du déficit du système de retraites dans les années à venir et présente quelques pistes pour attaquer brutalement les pensions : « *Ces pensions sont indexées chaque année sur l'inflation. C'est la loi. Une sous-indexation d'un point par rapport à l'inflation ferait une économie de 2,9 milliards en 2025.* Tous présentent le système de retraite comme menacé et de nouvelles offensives comme inévitables.

Pendant que patronat et pouvoir mènent l'attaque, les directions syndicales continuent de jouer le jeu du dialogue social.

L'ensemble des directions syndicales ont accueilli le document avec enthousiasme, mettant l'accent sur la méthode retenue pour évaluer le déficit. Sophie Binet Secrétaire Générale de la CGT s'est félicitée d'un « *démenti cinglant aux chiffres farfelus retenus par le Premier ministre* » tout en signalant la volonté du syndicat d'abroger la réforme de Macron, ce qui coûterait seulement « *10 milliards d'euros à l'horizon 2030* ». De son côté, Marylise Léon de la CFDT explique qu'il s'agit désormais de « *passer aux choses sérieuses* », espérant un « *bougé sur l'âge* » mais surtout « *obtenir des choses concrètes* ». De son côté le dirigeant de la CFE-CGC a reconnu qu'il « *y a des problèmes, mais on va y travailler* », tandis que le négociateur de FO a regretté que le rapport de la Cour des comptes n'évalue pas le scénario de l'abrogation, mais seulement l'hypothèse d'un âge de départ à 63 ans.

Dans ce contexte, plusieurs syndicats CGT ont pris position contre la participation de la confédération à ce conclave, des positions qui montrent la voie.

Il faut exiger la rupture du dialogue social !

Face à l'offensive du gouvernement, il est urgent de faire front. Macron vient d'avancer le chiffre record de 150 milliards d'euros supplémentaires pour atteindre 5 % du PIB aux dépenses militaires, trois fois plus que les dépenses militaires dans le budget 2025: *« Je ne sais pas si 5% c'est le bon chiffre pour la France, mais en tout cas, il va falloir monter »*. Le ministre, allant jusqu'à dire *« il faudra faire des choix politiques et budgétaires (...) Les programmes d'armement sont de bonnes valeurs refuges en termes d'investissement »*.

Macron avait convié, à huis clos, le jeudi 20 février, à l'Élysée, une douzaine de représentants des partis politiques et groupes parlementaires, de LFI à l'extrême droite. Prétendant *« sonner le tocsin »*, un signal d'alarme indiquant un danger imminent, le président a mentionné qu'il fallait *« revisiter nos choix dans ce monde qui commence »* : *« nous sommes en guerre quelque part »*.

Afin d'augmenter les effectifs de l'armée, il a fait savoir, dans un message lourd de menaces pour la jeunesse, *« qu'il allait falloir inventer quelque chose collectivement qui fasse consensus dans la nation, mais qui permette à notre jeunesse, à toute la nation d'être plus résistante face à ces menaces » !*

Manuel Bompard (LFI) s'est ainsi dit *« satisfait »*, Pour redonner à la France sa *« place dans le concert des nations »*, les députés LFI avaient déjà soutenu le principe d'une augmentation massive des dépenses militaires.

Les Écologistes se sont empressés de soutenir le plan de militarisation européen et loué la *« solution européenne »* du président. Le PS, par la voix d'Olivier Faure s'est également aligné sur le président : *« Nous prenons nos responsabilités en ne venant pas jouer sur le théâtre de la politique intérieure et chercher à affaiblir un chef de l'État qui n'a pas besoin de cela. Au contraire, je pense que dans un moment comme celui-là, il faut que sa parole puisse porter »*. Quant à l'extrême droite, et les républicains c'est le *« consensus »* avec Macron.

Pour financer le plan de réarmement il faudra des sommes colossales. Annonçant son intention de *« revisiter nos choix budgétaires et nos priorités nationales »*, le chef de l'État laisse craindre une vague de coupes budgétaires dans l'école, la santé, la culture et les services publics... Un plan qui ne connaît pas l'austérité et qui prévoit des milliards de profits pour l'industrie de l'armement.

Le ministre des Armées est clair ; la France doit se préparer à des conflits de haute intensité et être paré à intervenir militairement à tout instant, préparant les esprits à une intervention militaire française.

La crise, les conflits, la guerre c'est le capitalisme

Mettent en lumière la logique du capitalisme, la recherche du profit maximum par l'exploitation, les régressions, La réalité est là : les crises tiennent à l'existence même du capitalisme. Elles sont inséparables de sa nature, et font partie de son fonctionnement. Il recherche en permanence des débouchés, des sources de matières premières, de la main d'œuvre le moins cher possible. Tout s'achète et tout se vend, y compris la force de travail des salariés sur le marché du travail. Depuis que le capitalisme existe des crises ont lieu à intervalles réguliers. Elles ont été la cause de deux guerres mondiales. Comme toutes celles qui l'ont précédée, la crise actuelle découle directement de l'existence du capitalisme qui domine le monde dans sa phase impérialiste.

Toutes celles et ceux approuvant notre combat et veulent abattre le capitalisme et construire une société socialiste débarrassée de l'exploitation capitaliste ont toute leur place dans notre parti pour ce combat.